

## À l'attention des agents de la DR Insee PACA

### Dialogue social du 1<sup>er</sup> juin 2022 avec le Directeur général

L'organisation de la rencontre prévoyant deux temps, une rencontre plénière sous la forme d'une InfoCom avec les agents suivie d'une rencontre avec leurs représentants, nous a semblé adaptée. Nous avons donc accepté la proposition qui nous a été faite d'échanger avec le DG. En cela nous avons joué notre rôle de « représentants » du personnel élus avec le mandat de négocier des avancées et de défendre les intérêts collectifs et individuels. Nous avons choisi de lire à plusieurs voix une déclaration que nous avons préparée, afin de jalonner la discussion, en pointant sur des sujets spécifiques touchant notre DR. Vous trouverez cette déclaration en PJ.

En premier lieu, **nous avons mis l'accent sur les baisses d'effectifs** subies par la Direction régionale, plus fortes qu'ailleurs (-22% entre 2015 et 2021 contre -15% en moyenne dans les DR). Nous souhaitons profiter de cette rencontre pour que le DG ait conscience de nos spécificités locales, et en particulier que chez nous, la baisse s'accompagne d'un choc démographique avec le remplacement d'agents seniors expérimentés par des plus jeunes à former. Dans ce contexte, nous avons demandé des garanties sur le maintien des pôles et des sites de la DR et un engagement à ce que la baisse d'effectifs soit le plus possible « freinée » pour les années à venir. Le DG a confirmé ce qu'il avait dit lors de l'InfoCom, à savoir qu'il défendrait la stabilité des effectifs de l'Institut. Concernant la DR, il a semblé étonné de l'ampleur de la baisse et a indiqué qu'il y serait attentif.

Concernant les **pôles et les sites**, le DG a indiqué qu'il resterait attaché, quelles que soient les conclusions de la Cour des Comptes, à la diversité des métiers et des activités de l'Insee sur l'ensemble du territoire. Aucune fermeture de pôle ou de site n'est envisagée aujourd'hui pour la DR. Concernant les transferts d'activité DG-DR, il reconnaît que la situation est au point mort. Il pense qu'il appartient aux DR de faire remonter des propositions de transferts. Suite aux réactions que nous avons entendues lors de la réunion plénière, nous avons sensibilisé le DG aux difficultés actuelles du site Sirene en lien avec la charge de travail, les inquiétudes sur Sirene4 (dont il est bien conscient) et l'attractivité lors de la mobilité. Nous avons souligné l'attachement des agents à la qualité. Nous avons demandé que si arbitrage il devait y avoir pour la quantité (« faire des liasses ») au détriment de la qualité, celui-ci soit pleinement porté et formulé par la Direction. Nous avons essayé de sensibiliser le DG aux limites d'un recours aux intérimaires pour réduire le stock de liasses étant donné le petit volume de travaux nécessitant une faible expertise. Nous avons indiqué que le recours à d'anciens agents retraités pour aider ponctuellement Sirene serait plus efficace dans ce cadre.

Sur l'**action régionale**, le DG nous a indiqué que la Cour des Comptes ne mettait pas en cause le principe des études locales. Sur d'éventuelles mutualisations interrégionales, le DG n'a pas semblé soutenir en priorité le schéma d'une déterritorialisation des études, autrement dit le fait qu'une région effectue des études pour une autre région, schéma qu'il a qualifié « d'extrême ». Il semble plutôt favorable à des gains provenant de la réutilisation d'expériences dans le réseau. Nous ne l'avons pas senti « crispé » sur le ratio étude / agent mais au contraire il a indiqué que le SED pouvait décider de dégager des marges notamment pour aller au-devant des publics.

Sur le sujet des conditions de travail, nous avons mis l'accent sur la demande qui nous remonte de plus de souplesse que nous traduisons par un volume accru de **jours de télétravail flottants**. Malheureusement sur ce sujet il semble peu enclin à changer sa position pour le moment. Nous avons également abordé le sujet du présentiel à repenser et à se réapproprié collectivement, sous l'angle particulier de la **convivialité** (chorale, body-pump, club de jeux de société, etc.). Le DG a indiqué qu'il était attaché aux démarches pour promouvoir la convivialité et que l'Insee pourrait très bien contribuer à certains financements. Nous avons évoqué également le sujet de la **restauration collective**, l'existence d'une association et la reconnaissance

de l'engagement des agents dans cette association. Le DG a dit qu'il était conscient que les problèmes de disponibilité étaient liés au manque d'effectifs. La Directrice régionale ne voit pas d'inconvénient à ce que les activités liées à la cantine soient mentionnées dans les CREP.

Sur le **déménagement**, le DG est sensible aux critères de réimplantation que nous avons mis en avant (accessibilité et sécurité notamment) et a souhaité que notre déménagement soit à la hauteur du standing et des conditions de transfert de la DG vers le White. Enfin, nous avons échangé sur le plan **Insee Vert** sur lequel il a confirmé qu'il y avait une vraie impulsion ministérielle et que si un budget était nécessaire, il instruirait la demande.

Sa dernière visite datant de mars 2014, nous l'avons invité (ou ses successeurs) à revenir plus régulièrement pour rencontrer les agents et mieux comprendre leurs préoccupations concrètes.

Bonne soirée à tous,

Vos représentants CFTC – CFE-CGC au CTSD de la DR Insee PACA présents à cette rencontre :

Stéphan Fesquet – Jean-Philippe de Plazaola – Morgane Leconte – Junel Bernard

